

Contribution : crise de l'agriculture : ce qu'elle dit pour nos mandats

L'actualité récente autour de la crise dans le monde agricole peut nous faire réfléchir à certains points, concernant nos mandats :

Il y a plus que jamais nécessité d'un travail intersyndical notamment avec l'alliance écologique et sociale (ex PJC !) : on ne peut traiter les questions écologiques sans traiter celles des conditions de vie et de travail de tout le monde. L'inverse est vrai également. Il faut tenir compte des réalités de chacune et de chacun et réfléchir ensemble avec comme seul objectif : mettre fin à la financiarisation de la nourriture, du vivant, du travail. L'agro-industrie et la grande distribution sont des modèles à interroger comme les traités de libre échange qui méprisent les peuples au profit d'un petit nombre.

Il y a plus que jamais nécessité d'un travail fédéral notamment avec le SNETAP qui propose depuis 2022 de réfléchir à la sécurité sociale alimentaire. Il faut nourrir tout le monde mais sans faire mourir ou souffrir celles et ceux qui produisent ni celles et ceux qui consomment. Cela doit être au cœur de nos enseignements, quel que soit le niveau, que nous pouvons aborder ces questions : en lycée agricole mais aussi en collège et en lycée, en SVT, en SES, en HG, en EMC... L'orientation est aussi un domaine à investir : les métiers autour d'une agriculture respectueuse sont davantage à valoriser que ceux qui concernent la finance par exemple.

Il y a plus que jamais nécessité de mandats propres à nos lieux de travail au quotidien : quelles mesures dans les cantines pour que les élèves et les personnels mangent en qualité et en quantité correctes, à l'heure où un tiers des personnes sautent un repas par jour, à l'heure où la malbouffe, moins chère, l'emporte ? quelles relations avec le monde agricole local et avec les personnels de restauration pour que ces professionnel-les puissent retrouver le plaisir d'un travail bien fait ?

Il y a, enfin, plus que jamais nécessité d'un travail de réflexion et d'élaboration en lien avec la FSU, du syndicat sur les questions internationales : les traités de libre-échange, les révoltes de la faim, l'agro-industrie planétaire, l'accaparement des terres, la question de l'eau ou du réchauffement climatique.

Michel Décha, EE